



**Conseil économique
et social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1997/SR.65
9 juin 1997

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Cinquante-troisième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 65^e SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 15 avril 1997, à 18 heures

Président : M. SOMOL (République tchèque)

SOMMAIRE

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES, OU QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE, EN PARTICULIER DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS, ET NOTAMMENT :

a) QUESTION DES DROITS DE L'HOMME A CHYPRE (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus des séances de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la clôture de la session.

La séance est ouverte à 18 h 20.

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES, OU QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE, EN PARTICULIER DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS, ET NOTAMMENT :

a) QUESTION DES DROITS DE L'HOMME A CHYPRE (suite)

Projet de résolution sur la situation des droits de l'homme en Bosnie-Herzégovine, en République de Croatie et en République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) (E/CN.4.1997/L.88)

1. M. SMITH (Etats-Unis), présentant le projet de résolution, dit qu'il y a un certain nombre de modifications à apporter au texte. A l'alinéa b) du paragraphe 13 du dispositif, il faut remplacer les mots "mission de vérification de la Commission européenne" par "mission de vérification de la Communauté européenne"; aux alinéas b) des paragraphes 13 et 28, il faut remplacer les mots "la Commission d'enquête" par "le Conseil de l'Europe"; et à l'alinéa g) du paragraphe 22, "1996" par "1997".

2. Près de 17 mois après la signature de l'Accord de paix de Dayton, un calme précaire règne en Bosnie-Herzégovine et en République fédérative de Yougoslavie, et certains signes préoccupants laissent penser que les parties à l'Accord et les extrémistes de toutes les parties n'ont pas appliqué les garanties en matière de droits de l'homme qu'ils étaient censés respecter. M. Smith donne un aperçu des principaux éléments du projet de résolution, qui figurent aux paragraphes 2, 3, 13 a), 15, 22 et 32 à 42 du dispositif.

3. Le projet de résolution est destiné à faire savoir aux parties concernées que la communauté internationale attend d'elles qu'elles déploient de plus grands efforts pour protéger les droits de l'homme et respecter les engagements qu'elles ont pris. Les gouvernements concernés, et les autorités de la République Srpska, doivent redoubler d'efforts pour protéger tous leurs citoyens, mettre fin à la violence et aux violations des droits de l'homme motivées par la haine ethnique et religieuse, et oeuvrer à l'instauration d'une société où prévaudra l'Etat de droit.

4. Mme KLEIN (Secrétaire de la Commission) annonce que l'Albanie, l'Espagne, la France, le Lichtenstein, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande, le Portugal et la Slovaquie se sont joints aux auteurs du projet de résolution.

5. M. SOCANEC (Observateur de la Croatie) déclare que le projet de résolution ne reflète pas la réalité de la situation des droits de l'homme dans les pays concernés car il ne tient pas compte des causes profondes de la guerre et n'indique pas clairement quels sont les responsables et les victimes des graves violations du droit international humanitaire.

6. M. Socanec est opposé au libellé de l'alinéa b) du paragraphe 27, qui invite le Gouvernement de la République de Croatie à autoriser le retour rapide dans leurs foyers dans toutes les régions, en particulier dans la Krajina, de tous les réfugiés et personnes déplacées. Un tel retour ne peut être que progressif et qu'aller de pair avec des mesures de renforcement de la confiance et la reconstruction économique; de plus, le Gouvernement croate ne peut être

tenu responsable de la décision des Serbes de souche qui ne souhaitent pas retourner en Croatie. Le terme "Krajina" n'a pas été reconnu par le Gouvernement croate; il a été fabriqué par les autorités serbes croates autoproclamées pour désigner les territoires de la République de Croatie qu'ils avaient occupés.

7. S'agissant de la possibilité d'un exode massif de Slavonie orientale, il fait observer que le Président du Conseil de sécurité a noté le 7 mars 1997 que les autorités serbes locales étaient en partie responsables de la décision des habitants de rester ou non dans la région. Le Gouvernement croate a souvent demandé aux habitants de cette région de rester sur le territoire et a invité les citoyens à voter en vue d'assurer leur réintégration pacifique.

8. M. Socanec rappelle à la Commission que les procédures établies à Rome le 18 février 1996 concernant l'arrestation, la détention et le jugement de personnes accusées de violations du droit international humanitaire concernent l'application de l'Accord-cadre général pour la paix en Bosnie-Herzégovine et que la Croatie n'est pas liée par cet Accord.

9. Le projet de résolution aurait dû mentionner les événements positifs survenus au sujet de la République de Croatie, tels que son admission au Conseil de l'Europe et l'établissement à l'échelon gouvernemental d'un certain nombre d'institutions chargées de la protection des droits de l'homme. La Croatie attache une grande importance à la question des personnes disparues et regrette la démission de l'expert responsable du dispositif spécial concernant les personnes disparues sur le territoire de l'ex-Yougoslavie et le fait que le projet de résolution mettra fin à ce dispositif.

10. Enfin, le Gouvernement croate considère inutile de proroger le mandat du Rapporteur spécial après la ratification par la Croatie de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et des protocoles y relatifs, qui devrait avoir lieu en novembre 1997 au plus tard.

11. M. MALGUINOV (Fédération de Russie) dit qu'il se félicite de l'esprit d'ouverture qui a régné durant les consultations sur le projet de résolution et de la contribution de l'auteur initial, les Etats-Unis, mais que le texte n'est ni objectif, ni équilibré ni précis et ne tient pas compte de certains des aspects complexes de la période qui a suivi le conflit. Comme c'était le cas dans le passé, la situation en République fédérative de Yougoslavie a été évaluée d'une manière partielle, notamment en ce qui concerne le Kosovo et les mesures prises par le gouvernement pour garantir les droits et les libertés des citoyens et resserrer le dialogue avec les organismes internationaux s'occupant des droits de l'homme. Le projet de résolution contient aussi des allégations dénuées de fondement concernant une législation discriminatoire et des mesures gouvernementales.

12. L'objet des résolutions de la Commission est d'améliorer la protection des droits de l'homme et d'éviter d'encourager des actes de violence ou de séparatisme. La mention de différents noms, faits et événements en dehors de leur contexte dans le projet fait obstacle à une évaluation objective de la situation. Les références à la "République fédérative de Yougoslavie" sont anachroniques et dans l'avenir devraient être harmonisées avec la pratique

admise par la majorité des Etats. De surcroît, l'adhésion de ce pays aux organisations internationales aurait dû depuis longtemps être rétablie alors que la résolution semble préconiser une position inverse.

13. M. Malguinov appuie toutefois l'appel lancé à tous les Etats du territoire de l'Ex-Yougoslavie pour qu'ils assurent la protection des droits de l'homme, surmontent le syndrome qui a suivi le conflit et recherchent des solutions mutuellement acceptables à leurs problèmes. Il se félicite de la déclaration constructive faite par le représentant des Etats-Unis lorsqu'il a présenté le projet de résolution.

14. Pour les raisons susmentionnées, sa délégation demande qu'il soit procédé à un vote par appel nominal sur les paragraphes 18, 29 d), f), g) et h) et 31 et que ces paragraphes soient mis aux voix ensemble. La délégation de la Fédération de Russie s'abstiendra lors de ce vote mais est disposée à se joindre à un consensus sur l'ensemble de la résolution.

15. M. PETRESKI (Observateur de l'ex-République yougoslave de Macédoine) déclare que le nom exact de son pays est la République de Macédoine. Son gouvernement considère que la communauté internationale devrait adopter des approches différentes du contrôle du respect des droits de l'homme pour trouver des solutions aux véritables problèmes qui se posent et mettre l'accent sur des exemples positifs. Il se félicite du dialogue constructif qu'il a eu avec le Rapporteur spécial et est heureux de noter que les progrès importants accomplis concernant la situation des droits de l'homme dans son pays aient été reconnus. Il estime que le respect des droits de l'homme est une préoccupation légitime de la communauté internationale et, à cet égard, accueille avec satisfaction la coopération établie avec des organisations internationales dans le cadre de mécanismes réguliers et d'institutions dont il est membre et qui reposent sur le principe de l'égalité des Etats et la prise en compte des caractéristiques propres aux différents pays. Il se félicite donc de la recommandation énoncée dans le projet de résolution tendant à mettre fin à l'examen de la situation dans la République de Macédoine dans le cadre du mandat du Rapporteur spécial au plus tard à la fin de septembre 1997.

16. M. FADZAN (Observateur de la Bosnie-Herzégovine) dit que sa délégation estime que le texte du projet de résolution E/CN.4/1997/L.88 est acceptable car il traite d'aspects importants du problème, notamment de l'utilisation du nom exact de l'ex-République de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), et remercie la délégation des Etats-Unis de sa contribution à la réalisation d'un consensus sur le texte au sein du groupe de contact des cinq nations.

17. Toutefois, on observe un manque de volonté politique de se conformer fermement aux principes exprimés dans l'Accord de paix de Dayton et de remédier concrètement à la situation presque catastrophique des droits de l'homme dans les trois pays concernés. En raison de l'existence d'obstacles politiques à la reconnaissance de la relation de cause à effet au regard des violations des droits de l'homme dans ces pays, les mesures prises pour empêcher de telles violations ont la nature du plus petit dénominateur commun possible.

18. La délégation de Bosnie-Herzégovine réaffirme son soutien à la déclaration la plus récente du Rapporteur spécial devant la Commission, qui contenait des suggestions concernant les principes et les activités qui pourraient faire

sortir le processus de paix de son impasse actuelle et conduire à la réconciliation et à la reconstruction d'une société civile, multiethnique, démocratique, libérale et tolérante en Bosnie-Herzégovine.

19. M. TARMIDZI (Indonésie), s'exprimant au nom de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI), dit que les Etats membres de l'OCI considèrent que le projet de résolution n'est pas assez spécifique, qu'il est trop faible et ne pourra probablement pas atteindre ses objectifs. Toutefois, ils ne feront pas obstacle à son adoption par consensus.

20. M. COMBA (Centre pour les droits de l'homme), expliquant les incidences financières du projet de résolution, dit que la prorogation du mandat du Rapporteur spécial d'un an (par. 42) exigera des crédits de 112 200 dollars au titre du chapitre 21 du budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997. Les crédits budgétaires pour le premier trimestre de 1998 seront inscrits au budget-programme proposé pour l'exercice biennal 1998-1999.

21. M. van WULFFTEN PALTHE (Pays-Bas), s'exprimant pour expliquer son vote avant le vote, dit que sa délégation se rend compte de l'importance du projet de résolution L.88 pour la promotion des droits de l'homme dans les pays concernés. Toutefois, à propos de la section sur les personnes disparues, sa délégation regrette qu'aucun effort n'ait été fait pour maintenir le dispositif spécial concernant les personnes disparues, en lui conférant un mandat clair et le soutien total de la communauté internationale, et que l'expert responsable du dispositif spécial ait été contraint de démissionner. La section concernant les personnes disparues ne tient pas compte de l'engagement de la communauté internationale de résoudre les nombreux cas qui subsistent de personnes disparues dans la région, notamment par des exhumations et l'identification des dépouilles, et confie cette tâche à de si nombreuses institutions qu'une véritable action concrète paraît impossible. Les Pays-Bas n'ont donc pas pu se joindre aux auteurs du projet de résolution comme les années précédentes, mais ils ne s'opposeront pas à son adoption.

22. Mme RIVERO (Uruguay), s'exprimant pour expliquer son vote avant le vote, dit que sa délégation s'associera au consensus sur le projet de résolution, mais est préoccupée par la fin du mandat de l'expert responsable du dispositif spécial et considère qu'il reste encore beaucoup à faire dans ce domaine. Elle craint également que les nombreuses tâches confiées au Rapporteur spécial pourraient difficilement lui permettre de remplir son mandat efficacement.

23. A la demande du représentant de la Fédération de Russie, il est procédé à un vote par appel nominal sur l'ensemble des paragraphes 18, 29 d), f), g) et h), et 31.

24. L'Irlande, ayant été désignée par tirage au sort par le Président, est invitée à voter la première.

Ont voté pour : Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Argentine, Autriche, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Danemark, Egypte, El Salvador, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Gabon, Irlande, Italie, Japon, Malaisie, Nicaragua, Ouganda, Pakistan, Pays-Bas, Philippines, République dominicaine, République de

Corée, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Ukraine, Uruguay, Zaïre.

Ont voté contre : Néant.

Se sont abstenus : Angola, Bélarus, Cap-Vert, Chine, Colombie, Fédération de Russie, Guinée, Inde, Indonésie, Madagascar, Mali, Mexique, Mozambique, Népal, Sri Lanka, Zimbabwe.

25. Les paragraphes 18, 29 d), f), g) et h), et 31 sont adoptés par 35 voix contre zéro, avec 16 abstentions.

26. Le projet de résolution E/CN.4/1997/L.88, tel qu'il a été modifié, est adopté sans être mis aux voix.

Projet de résolution sur les droits de l'homme au Zaïre (E/CN.4/1997/L.89)

27. M. van WULFFTEN PALTHE (Pays-Bas), présentant le projet de résolution, déclare que la situation politique au Zaïre évolue rapidement et qu'une solution négociée au conflit reste encore hors de portée. Le projet de résolution invite toutes les parties concernées à faire preuve de modération, à respecter les conditions du processus de transition démocratique, à rechercher une solution politique et à s'abstenir de nouvelles violences. Les auteurs sont profondément préoccupés par la situation des droits de l'homme au Zaïre, et en particulier par l'impunité dont continuent de bénéficier les membres de l'armée et des forces de sécurité, la privation arbitraire de la nationalité, et l'absence persistante de droits politiques, civils, économiques, sociaux et culturels.

28. Les auteurs se félicitent de l'ouverture du bureau du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme à Kinshasa et demandent aux autorités de coopérer pleinement avec ce bureau, ses observateurs chargés de contrôler le respect des droits de l'homme et le Rapporteur spécial. Un élément nouveau dans le projet est la décision de la Commission d'envoyer une mission commune composée des rapporteurs spéciaux sur la situation des droits de l'homme au Zaïre et sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires et arbitraires et un membre du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, pour enquêter sur les allégations de massacres et d'autres questions touchant les droits de l'homme qui découlent du conflit dans l'est du Zaïre (par. 6). Le représentant des Pays-Bas remercie la délégation zaïroise de sa participation constructive aux négociations au sujet du projet de résolution.

29. Mme KLEIN (Secrétaire de la Commission) annonce que l'Argentine, l'Australie, l'Estonie, le Japon, la Norvège, la Pologne, la Slovaquie et la Suisse se sont joints aux auteurs du projet de résolution.

30. M. MULUME (Zaïre) dit que son pays traverse de grands bouleversements politiques et une grave crise économique et sociale, et que la guerre imposée au peuple zaïrois s'est étendue à sept des onze provinces du pays.

31. Les trois rapports soumis à la Commission par le Rapporteur spécial, qui ont servi de base au projet de résolution, ne reflètent pas les progrès accomplis dans différents domaines des droits civils et politiques ou dans le processus de transition démocratique qui a été interrompu par la guerre dans la

partie orientale du pays et devrait aboutir à des élections générales en mai 1997. L'établissement de la Commission nationale des élections et du bureau du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme à Kinshasa démontre la volonté du Gouvernement zaïrois de coopérer avec l'Organisation des Nations Unies tant dans le processus de démocratisation que dans la promotion des droits de l'homme. Le fait que l'Organisation des Nations Unies et le Rapporteur spécial n'aient pas condamné officiellement et en temps voulu les massacres et les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire dans l'est du Zaïre a pour conséquence que leurs expressions d'indignation et de colère devant le sort déplorable des réfugiés rwandais et des Zaïrois déplacés semblent hypocrites et même cyniques. En outre, la question de la nationalité relève de la souveraineté des Etats et ne saurait faire l'objet d'ingérences de la part de la communauté internationale ou de la Commission. Tous les problèmes à cet égard devraient être résolus par le dialogue dans le cadre des conventions internationales auxquelles le Zaïre est partie. Toutefois, cette procédure ne saurait nullement légitimer l'acquisition frauduleuse de la nationalité zaïroise.

32. La poursuite du processus de démocratisation en vue de l'instauration d'un Etat de droit et le soutien de la communauté internationale à la reconstruction du Zaïre, en particulier la partie orientale du pays, constituent les meilleures garanties d'une amélioration de la protection des droits de l'homme. La Commission nationale de promotion et de protection des droits de l'homme devrait être renforcée en coopération avec la société civile et les organisations de défense des droits de l'homme. A cette fin, le Gouvernement zaïrois espère établir des contacts avec le Haut Commissaire aux droits de l'homme et les autres partenaires du pays pour mettre au point un programme de coopération technique visant à renforcer les institutions nationales de défense des droits de l'homme. L'efficacité de la mission d'enquête sur les massacres et les violations des droits de l'homme dans l'est du Zaïre, dont la constitution a été demandée depuis longtemps par le Gouvernement, dépendra de la rapidité avec laquelle elle sera menée et ses résultats seront publiés.

33. M. LI Baodong (Chine) dit que le conflit au Zaïre constitue une terrible catastrophe pour ses citoyens et les réfugiés bloqués dans la partie orientale du pays et fait peser une menace sur la paix et la stabilité dans la région des Grands Lacs et l'ensemble du continent. L'Organisation de l'unité africaine (OUA) a récemment convoqué un sommet spécial à Lomé afin de rechercher une solution à la crise. Le Gouvernement chinois soutient les efforts de l'OUA, de l'Organisation des Nations Unies et d'autres pays africains à cet égard et demande instamment aux parties concernées de mettre fin au conflit par une négociation pacifique dans l'intérêt du développement du Zaïre et de la protection des droits de l'homme.

34. M. ZAHARAN (Egypte) se félicite des efforts déployés pour mettre fin à la tragédie et aux violations des droits de l'homme au Zaïre par les moyens décrits dans le projet de résolution. Les mesures qui revêtent une importance particulière à cette fin sont les préparatifs pour les prochaines élections, le retour à la stabilité politique et la reconstruction, qui exigent une solution aux problèmes internes du pays sur la base de l'indépendance, de l'unité et de la préservation de ses frontières. Une telle solution permettra aux personnes déplacées et aux réfugiés de rentrer dans leurs foyers et aux organisations de défense des droits de l'homme d'accomplir leur travail. La délégation égyptienne

votera en faveur du projet de résolution et demande au Gouvernement zaïrois de coopérer avec le Haut Commissaire aux droits de l'homme à l'application méticuleuse de ses dispositions.

35. M. DEMBRI (Algérie) dit qu'il est important que la médiation de l'OUA au Zaïre comme l'a montré le récent sommet de Lomé, se poursuive. L'Algérie est activement engagée dans des négociations visant à encourager la réconciliation nationale dans ce pays. Les problèmes actuels sont des séquelles de l'ère coloniale et résultent de l'ingérence de puissances non africaines. Si l'on veut que la sagesse africaine l'emporte et que les Zaïrois trouvent leurs propres voies pour assurer le retour des réfugiés et empêcher des conflits ethniques, ces puissances extérieures doivent s'abstenir de chercher à déterminer qui doit gouverner le pays.

36. M. COMBA (Centre pour les droits de l'homme), expliquant les incidences financières du projet de résolution, dit que les coûts de la mission commune des rapporteurs spéciaux sur la situation des droits de l'homme au Zaïre et sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires et d'un membre du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires (par. 6 a)) seront financés par des contributions volontaires. La prorogation du mandat du Rapporteur spécial d'un an (par. 6 c)) nécessitera des crédits d'un montant de 88 600 dollars au titre du chapitre 21 du budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997. Les crédits budgétaires pour le premier trimestre de 1998 seront inscrits au budget-programme proposé pour l'exercice biennal 1998-1999.

37. Le projet de résolution E/CN.4/1997/L.89 est adopté sans être mis aux voix.

Projet de résolution sur la situation des droits de l'homme au Soudan
(E/CN.4/1997/L.90)

38. Mme RUBIN (Etats-Unis), présentant le projet de résolution, dit que les auteurs estiment que, comme les années précédentes, le texte traduit exactement les conditions et les activités lamentables que l'on continue d'observer au Soudan. Par ailleurs, ils sont sensibles à l'esprit de coopération manifesté par la délégation soudanaise qui, en acceptant les termes de la résolution, a implicitement reconnu la gravité de la situation et admis que des agents des autorités soudanaises ont toléré ou commis certaines des violations les plus graves des droits de l'homme dans le pays.

39. La prochaine mesure que devrait prendre le gouvernement est d'appliquer les recommandations énoncées dans le projet de résolution et par les rapporteurs spéciaux et thématiques et d'autoriser le Rapporteur spécial à retourner au Soudan et à se rendre dans toutes les régions du pays. Le gouvernement doit rester fidèle à son engagement de conduire ou de permettre une enquête approfondie sur les violations des droits de l'homme qui auraient été commises au Soudan et d'en faire connaître les résultats à son propre peuple et à la Commission. Les responsables des violations des droits de l'homme doivent être jugés conformément aux normes internationalement acceptables et, s'ils sont reconnus coupables, punis conformément à la loi. Mme Rubin note que le gouvernement souhaite demander une assistance technique au Centre pour les droits de l'homme et à d'autres organes spécialisés.

40. Mme KLEIN (Secrétaire de la Commission) annonce que l'Argentine, la Belgique, la France, la Grèce, l'Irlande, Israël, le Japon, le Lichtenstein et le Luxembourg se sont joints aux auteurs du projet de résolution.

41. M. EL MUFTI (Observateur du Soudan) remercie la délégation des Etats-Unis d'avoir accepté de faire figurer certains éléments positifs dans le texte du projet de résolution. Toutefois, le projet contient de nombreuses allégations non vérifiées de violations des droits de l'homme, et une partie des termes utilisés repose sur des fausses informations émanant de rapports et de déclarations d'ONG alliées aux factions rebelles armées. Compte tenu des explications fournies par son Gouvernement, qui cherche à inaugurer une nouvelle ère de coopération avec le Rapporteur spécial chargé d'examiner la situation des droits de l'homme au Soudan, les références négatives dans le projet de résolution à la visite la plus récente du Rapporteur spécial et aux circonstances dans lesquelles elle a pris fin ne sont pas justifiées. Enfin, la délégation soudanaise a déclaré à maintes reprises qu'elle était opposée au déploiement d'observateurs des droits de l'homme sur le terrain, comme cela est proposé aux paragraphes 25 et 26, étant donné que le Soudan garantit un échange régulier d'informations et a démontré sa volonté d'examiner les violations prouvées des droits de l'homme et d'y remédier. Insister pour que de telles mesures soient adoptées n'est pas de nature à promouvoir et à protéger les droits de l'homme ou la coopération nécessaire à cet égard.

42. M. COMBA (Centre pour les droits de l'homme), expliquant les incidences financières du projet de résolution, dit que la prorogation du mandat du Rapporteur spécial d'un an (par. 20) exigera des crédits d'un montant de 73 400 dollars au titre du chapitre 21 du budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997. Les crédits budgétaires pour le premier trimestre de 1998 seront inscrits au budget-programme proposé pour l'exercice biennal 1998-1999.

43. M. ZAHRAN (Egypte), s'exprimant pour expliquer son vote avant le vote, souligne la nécessité d'assurer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans toutes les régions du monde et de condamner toutes les violations commises dans ce domaine. Sa délégation a souvent déclaré que la Commission ne devrait pas admettre la règle de deux poids, deux mesures et la sélectivité ou examiner des questions n'entrant pas dans le cadre de son mandat. Il est important d'assurer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, mais il est tout autant indispensable de respecter la souveraineté du Soudan. Les autorités soudanaises doivent également maintenir des relations de bon voisinage avec d'autres Etats et ne pas s'ingérer dans leurs affaires intérieures ou encourager le terrorisme.

44. Si le paragraphe 25 du projet de résolution, qui recommande d'accorder la priorité au déploiement d'observateurs des droits de l'homme afin de surveiller la situation des droits de l'homme au Soudan, est mis aux voix séparément, sa délégation votera contre car les incidences politiques et juridiques du déploiement de ces observateurs ne sont pas très claires. Si le projet de résolution est mis aux voix, sa délégation s'abstiendra.

45. M. DEMBRI (Algérie) dit qu'il partage avec d'autres délégations l'espoir que le Gouvernement soudanais s'engagera à respecter les libertés démocratiques et les droits de l'homme. Toutefois, il regrette que les fréquentes références dans le projet de résolution aux activités de groupes terroristes dans diverses

régions du pays n'attribuent de telles activités qu'au gouvernement et non aux éléments non étatiques qui, en fait, y participent également.

46. M. Dembri souscrit à l'opinion du représentant de l'Egypte concernant l'article 25 du projet de résolution. Traditionnellement, tous les rapporteurs thématiques et spéciaux sont soumis au contrôle de la Commission; toutefois, l'expression "selon des modalités et en fonction des objectifs suggérés par le Rapporteur spécial" donnerait pleine autonomie au Rapporteur spécial, menaçant ainsi la souveraineté de l'Etat concerné. Si ce paragraphe n'est pas modifié, la délégation algérienne s'abstiendra lors du vote sur le projet de résolution.

47. Le projet de résolution E/CN.4/1997/L.90 est adopté sans être mis aux voix.

Projet de résolution sur la situation des droits de l'homme en Chine
(E/CN.4/1997/L.91)

48. M. LEHMANN (Danemark), présentant le projet de résolution, dit que tous les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies sont tenus en vertu de la Charte et d'autres instruments applicables de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales et devraient être considérés responsables de l'observation des normes internationales concernant les droits de l'homme auxquelles ils ont souscrit.

49. Le projet de résolution reconnaît que la Chine est partie à divers instruments internationaux et a réussi à renforcer la jouissance par son peuple de ses droits économiques. L'annonce faite récemment par le Gouvernement chinois qu'il signera bientôt le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels constitue une première mesure constructive sur la voie de l'adhésion de ce pays à cet instrument. Toutefois, la Commission ne peut plus rester silencieuse face aux informations concordantes faisant état de violations des droits civils et politiques fondamentaux, notamment du droit à la liberté de réunion, d'association, d'expression et de religion et du droit à une procédure régulière et à un procès équitable. Le sort déplorable des Tibétains est également préoccupant.

50. Les auteurs du projet estiment que le moment est venu pour que le Haut Commissaire aux droits de l'homme engage un dialogue avec le Gouvernement chinois conformément aux termes de son mandat énoncés au paragraphe 4 g) de la résolution 48/141 (1993) de l'Assemblée générale. Le Haut Commissaire a été prié de faire rapport à la Commission sur les progrès accomplis dans ce dialogue. Les auteurs ne souhaitent pas que le projet de résolution soit interprété comme un texte conflictuel. Le dialogue proposé entre dans le cadre du mandat du Haut Commissaire qui a été approuvé par le Gouvernement chinois; en outre, un tel dialogue bilatéral n'exclut nullement un dialogue multilatéral avec d'autres parties. Enfin, M. Lehmann note que le paragraphe 4 de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne indique que la promotion et la protection de tous les droits de l'homme est une préoccupation légitime de la communauté internationale.

51. M. WU Jianmin (Chine) dit que le projet de résolution E/CN.4/1997/L.91 est le septième du même genre à être soumis à la Commission par certains pays occidentaux. Affirmer que la Chine a un bilan déplorable en matière de droits de

l'homme constitue une déformation flagrante de la réalité. De fait, cela a été le cas avant la révolution de 1949, dont le but était de rendre le peuple chinois maître de son propre destin. Le programme de modernisation mené actuellement par la Chine est essentiellement une guerre contre la pauvreté, le sous-développement et la faim. Depuis 1978, année où le pays a commencé à appliquer sa politique de réformes, plus de 200 millions d'habitants ont été sauvés de la pauvreté. Au cours des 20 dernières années, plus de 300 lois et règlements ont été adoptés par l'organe législatif chinois et plus de 4 000 réglementations ont été édictées par les congrès populaires locaux. La Chine a accompli des progrès sans précédent dans l'établissement de la démocratie et de l'Etat de droit, et son gouvernement a déployé des efforts considérables pour promouvoir les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels du peuple chinois.

52. Le but que recherche réellement certains pays occidentaux lorsqu'ils proposent à maintes reprises des résolutions contre la Chine est d'essayer d'exercer leur domination sur l'évolution de la Chine dans un effort qui est peut-être une séquelle de l'ère coloniale. Depuis le début des réformes, la Chine a envoyé des centaines de milliers d'étudiants à l'étranger pour acquérir de l'expérience auprès d'autres personnes. Toutefois, de nombreux pays qui ont suivi le modèle prescrit par l'occident se trouvent actuellement dans une situation proche de l'effondrement économique, de guerre et de conflit interne, ce qui contraste nettement avec la prospérité croissante de la Chine. Si un pour cent de la population chinoise avait fui le pays à la suite d'une crise similaire, cela aurait entraîné du jour au lendemain une catastrophe pour l'Asie et l'ensemble du monde provoquée par l'afflux de 12 millions de personnes en Asie de l'est. Le peuple chinois a suivi sa propre voie depuis plus de 5 000 ans. Aucune force sur la terre, et encore moins quelques projets de résolution contre la Chine, ne pourra arrêter la marche vers le progrès des 1 milliard 200 millions d'habitants du pays.

53. Il est purement et simplement démagogique de prétendre que la motion tendant à ce que la Commission ne se prononce pas sur le projet proposée par sa délégation constitue une demande visant à bénéficier d'un traitement spécial ou un refus de coopération. La Chine a ratifié 17 instruments internationaux concernant les droits de l'homme ou y a adhéré, elle fait rapport périodiquement aux organes créés en vertu de traités et s'est conformée à leurs avis. La Commission vote sur un projet de résolution environ une semaine après avoir commencé à examiner la situation des droits de l'homme dans le pays. Durant cette semaine, la Chine est devenue la cible d'attaques de certains pays occidentaux, qui considèrent que la motion annuelle de la Chine proposant que la Commission ne se prononce pas sur le projet la concernant n'est pas conforme au règlement intérieur. De fait, des motions tendant à ce qu'aucune décision ne soit prise sur des projets ont été proposées aux réunions de nombreux organes des Nations Unies et sont clairement prévues par le règlement intérieur. Elles ont été proposées à la Commission à six reprises au cours des sept dernières années.

54. M. Wu Jianmin demande instamment aux pays qui ont présenté le projet de résolution de reprendre la voie du dialogue et de la coopération. Le projet est un acte insensé qui va à contre-courant de l'histoire; le temps travaille en faveur des Chinois, et il conseille aux auteurs de renoncer à poursuivre leur tentative qui est vouée à l'échec ou de s'attendre à subir une nouvelle défaite.

Il importe peu que les Etats ne soient pas d'accord sur des questions de droits de l'homme, mais il est essentiel de résoudre ces divergences par le dialogue sur la base de l'égalité. Le projet de résolution est dirigé non seulement contre la Chine, mais contre tous les pays en développement et épris de justice.

55. La délégation chinoise propose donc, conformément au paragraphe 2 de l'article 65 du règlement intérieur, que la Commission ne se prononce pas sur le projet de résolution L.91 et demande un vote par appel nominal sur cette proposition. Elle engage les délégations à soutenir cette proposition, car ce qui arrive à la Chine aujourd'hui pourrait un jour se produire dans le cas d'autres pays.

56. Le PRESIDENT annonce que 14 orateurs souhaitent expliquer leur vote avant le vote.

57. M. BAUM (Allemagne) dit que sa délégation considère que la Commission a pleinement le droit d'examiner des situations des droits de l'homme dans toutes les régions du monde et de se prononcer à ce sujet. Tous les membres de la Commission ont assisté à la Conférence qui a abouti à l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne, qui a établi que la situation des droits de l'homme dans tout pays était une préoccupation légitime de la communauté internationale. Les membres de la Commission ont une responsabilité particulière en ce qui concerne la promotion et la protection des droits de l'homme et devraient veiller à ce que chaque situation soit examinée sur le fond. Comme au cours des années précédentes, sa délégation votera contre la motion de procédure proposée par la Chine.

58. M. SHATTUK (Etats-Unis) indique que sa délégation ne cherche pas un affrontement avec la Chine et considère que la Commission est une instance appropriée pour discuter de la situation des droits de l'homme dans ce pays. Elle est opposée à la motion tendant à ce que la Commission ne se prononce pas sur le projet proposée par la Chine car elle considère qu'il y a de graves problèmes de droits de l'homme dans ce pays qui devraient être examinés par la Commission et craint que tout effort tendant à mettre à l'écart la Commission ne porte atteinte à son intégrité et donne l'impression que ses membres sont indifférents aux principes mêmes qu'ils ont été chargés de défendre. En votant contre la motion de la Chine, les membres tiendront leurs engagements envers les hommes et les femmes qui dans le monde ont souffert pour avoir osé défendre la démocratie et la liberté.

59. Mme ANDERSON (Irlande) dit que sa délégation souscrit à la déclaration faite par le représentant du Danemark. Elle reconnaît que tout pays représenté à la Commission a sa propre histoire et sa propre individualité, mais espère que tous les pays se montreront prêts à reconnaître les problèmes qui existent et à examiner les moyens de les résoudre ensemble. Il n'est pas question d'imposer une perspective nationale ou régionale. La Déclaration universelle des droits de l'homme, la Déclaration et le Programme d'action de Vienne et les instruments concernant les droits de l'homme internationalement acceptés offrent une base commune de discussion. Le fait d'être membre de la Commission comporte à la fois des droits et des obligations, et la Commission manquerait à son devoir envers la communauté internationale si elle permettait que des moyens de procédure bloquent toute discussion sur des questions de fond. Elle demande donc

instamment aux membres de la Commission de voter contre la motion tendant à ce que la Commission ne se prononce pas et pour le projet de résolution.

60. M. GOONETILLEKE (Sri Lanka) dit que les motions tendant à ce qu'aucune décision ne soit prise sur des projets sont utilisées parfois par d'autres organes des Nations Unies, y compris par l'Assemblée générale, dans les cas où la majorité des membres ne pensent pas que l'adoption d'un projet de résolution constitue le meilleur moyen d'aboutir à des résultats. Après avoir fait à plusieurs reprises des tentatives vaines pour présenter des projets de résolution sur la situation des droits de l'homme en Chine, les auteurs auraient dû rechercher d'autres moyens de persuader la Chine d'améliorer cette situation notamment par la consultation, le dialogue et la coopération. Le paragraphe 1 du projet reconnaît que la situation s'est améliorée à cet égard, et la Commission devrait encourager la Chine à continuer à accomplir des progrès au lieu de soutenir une résolution qui ne pourrait pas aboutir au résultat recherché.

61. La délégation sri-lankaise appuie donc la motion tendant à ce que la Commission ne se prononce pas sur le projet et espère que durant l'année prochaine, les parties intéressées s'efforceront d'engager avec la Chine un véritable dialogue en vue d'améliorer la situation des droits de l'homme dans ce pays.

62. M. TOSCANO (Italie) dit que, une fois de plus, la Commission est saisie d'une motion tendant à ce qu'aucune décision ne soit prise dont l'objet est d'empêcher ses membres d'exprimer leur opinion sur un projet de résolution qui relève incontestablement de son mandat et de sa compétence. Un consensus est souhaitable et la coopération et l'absence d'affrontement devraient constituer les principaux objectifs de la Commission, mais ses membres devraient être en mesure d'exprimer leur désaccord, le cas échéant, par un vote. La délégation italienne votera contre la motion tendant à ce que la Commission ne se prononce pas sur le projet.

63. M. KONISHI (Japon) dit qu'il a déjà fait connaître la position de sa délégation sur les droits de l'homme en Chine. Le Japon attache une grande importance au dialogue et à la coopération technique et ne s'est pas joint aux auteurs du projet de résolution, mais il considère que la promotion et la protection des droits de l'homme est une préoccupation légitime de la communauté internationale et que la Commission a une responsabilité particulière à cet égard. Sa délégation ne peut donc soutenir la motion tendant à ce que la Commission ne se prononce pas sur le projet.

64. M. BERNARD (France) pense, comme les orateurs qui l'ont précédé, que le droit de la Commission d'examiner la situation des droits de l'homme dans tout pays doit être respecté par tous les membres. Sa délégation votera contre la motion tendant à ce que la Commission ne se prononce pas sur le projet.

65. M. ALI (Malaisie) dit que le fait que le projet de résolution sur la situation des droits de l'homme en Chine ait été rejeté au cours des six dernières années montre que la Commission ne voit pas la nécessité de l'examiner. Une approche constructive de la promotion et la protection des droits de l'homme par le dialogue serait beaucoup plus susceptible d'aboutir à des résultats. La délégation malaisienne votera en faveur de la motion tendant à ce que la Commission ne se prononce pas sur le projet.

66. M. HYNES (Canada) indique que le projet de résolution et la motion tendant à ce que la Commission ne se prononce pas sur le projet posent un dilemme à de nombreux membres de la Commission. Sur le plan de la procédure, rien ne justifierait que la Commission ne procède pas, comme elle l'a fait dans de nombreuses autres situations, à un examen sur le fond du projet de résolution ou que la Chine ne soit pas traitée comme tout autre pays. Par ailleurs, il y a en réalité une différence entre la Chine et d'autres pays; ce pays est le plus peuplé du monde, une grande puissance politique et économique, et un membre permanent du Conseil de sécurité, et son peuple et son gouvernement ont le droit d'être fiers du rôle crucial qu'ils jouent au sein de la communauté internationale. En même temps, le fait que la Chine ne respecte pas ses obligations internationales constitue un grave motif de préoccupation.

67. Le Canada a décidé de ne pas se joindre aux auteurs du projet de résolution en 1997, mais de rechercher plutôt d'autres moyens de traiter du problème afin de contribuer à une évolution positive en ce qui concerne le respect des droits de l'homme en Chine. Il espère que des négociations à ce sujet auront à la fois un caractère bilatéral et multilatéral et s'attend à ce que la Chine soit fidèle à son engagement de resserrer sa coopération avec l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme. Toutefois, sa délégation estime que la Commission ne devrait pas être empêchée de prendre une décision sur le fond du projet de résolution. Elle votera donc contre la motion tendant à ce que la Commission ne se prononce pas sur le projet de résolution et, s'il est mis aux voix, votera en faveur de ce texte.

68. M. PERREIRA (Angola) dit que le fait que le projet de résolution ait été rejeté au cours des six dernières années montre qu'il est inutile; en outre, le libellé de la version actuelle est pratiquement identique à celui des années précédentes. Sa délégation ne comprend pas pourquoi certains pays continuent de perdre du temps et gaspillent les ressources de l'Organisation des Nations Unies dans un exercice si futile et elle soutiendra la motion tendant à ce que la Commission ne se prononce pas sur le projet.

69. M. KRAVETZ (El Salvador) déclare que sa délégation votera contre la motion tendant à ce que la Commission ne se prononce pas sur le projet car elle estime que de telles motions sont, en principe, incompatibles avec l'obligation de la Commission de promouvoir les droits de l'homme dans le monde.

70. M. STROHAL (Autriche) dit que la motion tendant à ce que la Commission ne se prononce pas sur le projet est inacceptable en principe car elle présuppose que la Commission est incompétente sur des questions de fond, alors que la question de la violation des droits de l'homme où qu'elle se produise dans le monde, est inscrite à l'ordre du jour de la Commission depuis de nombreuses années. La motion tendant à ce que la Commission ne se prononce pas sur le projet ne pourrait se justifier que dans le contexte de l'article 65 du règlement intérieur, qui traite des situations où deux ou plusieurs propositions sur la même question ont été soumises à la Commission et elle ne s'applique donc pas au projet de résolution L.91. Il n'est pas fondé de soutenir que le projet de résolution ne relève pas de la compétence de la Commission et, en tout état de cause, tous les gouvernements représentés à la Conférence de Vienne ont reconnu que la promotion et la protection des droits de l'homme est une préoccupation légitime de la communauté internationale. Le projet de résolution a été présenté non pas dans le but d'exercer une domination, mais pour tenir

compte d'une préoccupation légitime et dans un esprit constructif de coopération. La délégation autrichienne demande donc instamment à tous les membres de voter contre la motion tendant à ce que la Commission ne se prononce pas sur le projet pour préserver la crédibilité de la Commission, le droit de ses membres de prendre position sur le fond du projet de résolution L.91 et défendre la cause des droits de l'homme.

71. M. Joun Yung SUN (République de Corée) déclare que sa délégation reconnaît que la situation des droits de l'homme en Chine pourrait encore être améliorée, mais estime encourageants les efforts déployés par ce pays, notamment dans le domaine de la codification de la pratique juridique. Elle interprète la volonté du Gouvernement chinois de signer le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels en 1997 comme une preuve de son engagement à cet égard et se félicite que ce gouvernement soit disposé à échanger des informations sur les questions de droits de l'homme. Sa délégation est convaincue de l'importance du dialogue comme moyen de résoudre de telles questions et s'abstiendra lors du vote sur la motion tendant à ce que la Commission ne se prononce pas sur le projet.

72. M. DEMBRI (Algérie) dit qu'il partage la préoccupation d'autres délégations concernant la situation des droits de l'homme dans le monde. Aucun pays, quel que soit son niveau de développement économique, social et culturel, ne peut prétendre donner des leçons à un autre à ce sujet. Il est préoccupé par le fait que le projet de résolution L.91 ne soit pas le résultat d'un consensus ou de vastes consultations visant à éviter des affrontements. Ses auteurs sont essentiellement les Etats du monde occidental et, comme les médias l'ont largement indiqué, eux-mêmes n'étaient pas d'accord sur ses dispositions fondamentales.

73. Il est vrai que la motion tendant à ce que la Commission ne se prononce pas sur le projet bloque tout débat; toutefois, une telle motion est autorisée par le règlement intérieur, qui a été approuvé par tous les membres de la Commission. Le projet de résolution a été rejeté ces six dernières années et, pendant toute cette période, on n'a pas généralement cherché à appliquer les articles 77 ou 78 du règlement intérieur en modifiant ou en suspendant une de ses dispositions. L'argument de certaines délégations selon lequel ils défendent la pratique de la démocratie constitue simplement un prétexte pour essayer de faire avancer leur propre position en modifiant la procédure du Comité. La délégation chinoise est pleinement fondée à faire valoir ses droits en vertu du règlement intérieur, et la délégation algérienne votera en faveur de la motion tendant à ce que la Commission ne se prononce pas sur le projet.

74. M. KRPAC (République tchèque) indique qu'il est d'accord avec les délégations, en particulier celles de l'Irlande et de l'Australie, qui ont déclaré que la Commission est compétente pour examiner la question en discussion et que la motion tendant à ce que la Commission ne se prononce pas sur le projet est injustifiée. Sa propre délégation préférerait que la Commission entame un débat sur le fond de la question, comme c'est généralement le cas au titre du point 10 de l'ordre du jour, au lieu d'adopter la motion de procédure proposée par la Chine.

75. M. van WULFFTEN PALTHE (Pays-Bas) dit qu'il n'y a rien d'essentiellement illicite au sujet des motions tendant à ce que la Commission ne se prononce pas

sur des projets. Il ne peut souscrire à la suggestion faite par le représentant de l'Algérie tendant à ce que la Commission modifie son règlement intérieur pour écarter cette possibilité. Toutefois, la motion tendant à ce qu'aucune décision ne soit prise sur des propositions a été conçue pour permettre aux organes des Nations Unies d'éviter d'examiner des questions dénuées de pertinence, et l'on ne peut guère soutenir que la situation des droits de l'homme en Chine ne fait pas partie des questions que doit examiner la Commission. Un pays comme la Chine, qui est très étendu, important et membre permanent du Conseil de sécurité, a une responsabilité particulière et, en cherchant à abuser du règlement intérieur de la Commission pour éviter tout débat sur sa propre situation, il donne un mauvais exemple à l'Organisation dans son ensemble et à ceux de ses membres qui souhaitent engager un débat sérieux non seulement sur les droits de l'homme, mais aussi sur d'autres questions. Aucun autre pays n'a abusé de la motion tendant à ce que la Commission ne se prononce pas sur un projet de cette manière, et il espère que la Chine agit ainsi pour la dernière fois.

76. M. ALFONSO MARTINEZ (Cuba) dit que la motion tendant à ce que la Commission ne se prononce pas sur le projet constitue le meilleur moyen de lutter contre une initiative qui n'a rien à voir avec la réalité actuelle en Chine et introduit un élément d'affrontement qui, loin d'encourager la coopération internationale, ne peut que dégrader l'atmosphère déjà politisée de la Commission.

77. L'article 65 du règlement intérieur existait bien avant 1971, lorsque la position légitime de la Chine à l'Organisation des Nations Unies a été rétablie. Il n'est pas exact de dire que cette disposition est censée être utilisée uniquement lorsque plusieurs résolutions sur la même question ont été soumises à la Commission; au contraire, comme l'a précisé le représentant du Sri Lanka, elle peut être invoquée dans tous les cas où la majorité des membres de la Commission estiment qu'un projet de résolution ou de décision ne constitue pas la meilleure manière de traiter un problème. Une motion tendant à ce que la Commission ne se prononce pas sur un projet ne veut nullement dire que la Commission n'est pas compétente pour traiter d'une question; nul ne doute de sa compétence pour étudier la situation des droits de l'homme dans tout Etat membre. En outre, le représentant des Pays-Bas a eu tort de déclarer que la Chine abusait de la fonction que devraient normalement remplir les motions tendant à ce que la Commission ne se prononce pas sur des projets. Le véritable abus consiste à contraindre la Commission année après année à examiner la question d'un projet de résolution qu'elle ne souhaite pas étudier. Le rejet du projet de résolution renforce, plutôt qu'il ne met en question, la crédibilité de la Commission et, comme une telle motion exige l'approbation de la majorité, elle n'est nullement contraire à la pratique démocratique.

78. M. SIMKHADA (Népal) indique que sa délégation a constamment soutenu que le fait de mettre exclusivement l'accent sur un pays ou sur un groupe de pays n'est pas de nature à améliorer la situation des droits de l'homme sauf dans les cas où il existe des violations persistantes et flagrantes des droits de l'homme dans lesquelles la légalité est constamment bafouée. En tant que proche voisin de la Chine, le Népal a été en mesure d'assister à tous les changements qui se sont produits au sein de cette société. La Chine a amplement démontré sa volonté d'engager un dialogue et d'instaurer une coopération en vue d'améliorer encore plus la situation. La délégation népalaise s'associe donc à la déclaration faite

par le représentant du Sri Lanka et soutiendra la motion tendant à ce que la Commission ne se prononce pas sur le projet.

79. M. STEEL (Royaume-Uni) dit que la question considérée ne concerne pas le bilan de la Chine en matière de droits de l'homme, mais le droit de la Commission d'examiner un projet de résolution sur le fond. Il regrette que, une fois de plus, un pays puissant et membre permanent du Conseil de sécurité dont les résultats dans de nombreux domaines méritent le respect, essaie par des pressions et des déclarations d'apaisement, d'empêcher toute discussion sur une question qui constitue une préoccupation légitime des membres de la Commission et de la communauté internationale. Aucun autre pays, que ce soit les Etats-Unis, la Fédération de Russie, Cuba, la Colombie ou, dans le passé, l'Union soviétique, le Chili ou l'Afrique du sud, n'a cherché à dicter sa volonté à la Commission de cette manière.

80. Le représentant de la Chine a avancé un certain nombre d'arguments fallacieux à l'appui de sa motion tendant à ce que la Commission ne se prononce pas sur le projet. Il a prétendu que le projet de résolution L.91 n'entraîne pas dans le cadre du point 10 de l'ordre du jour parce que la situation des droits de l'homme en Chine ne révélait pas "des violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme". Toutefois, ce libellé ne figure qu'à l'alinéa b) du point en question de l'ordre du jour, qui porte principalement sur la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, où qu'elle se produise dans le monde. Il a également déclaré que la présentation de la résolution traduisait une sélectivité, mais y a-t-il quelque chose de plus sélectif que de soutenir que la Commission peut discuter des violations des droits de l'homme partout dans le monde sauf en Chine? Il a prétendu que le projet de résolution manquait d'objectivité. La question de savoir si c'est le cas ne peut être traitée que durant la discussion du projet, et à ce moment-là sa délégation serait heureuse d'écouter les arguments de la délégation chinoise à cet égard. Toutefois, la question n'a aucun rapport avec le point de savoir si la discussion devrait avoir lieu. Enfin, M. Steel se dit déconcerté par l'affirmation du représentant de la Chine selon laquelle le projet de résolution démontrait une absence d'impartialité car l'impartialité consisterait plutôt à exiger que la Commission n'accorde aucun traitement spécial à un pays quelconque, alors que c'est précisément ce que demande la Chine. L'impartialité exige aussi que toutes les opinions exprimées ou toutes les décisions prises par la Commission reposent sur les circonstances d'une situation considérée et non sur le nom du pays concerné.

81. Le représentant de l'Autriche a à juste titre indiqué que le recours au paragraphe 2 de l'article 65 du règlement intérieur pour servir de base à une motion tendant à ce que la Commission ne se prononce pas sur un projet procède d'une erreur d'interprétation. Il est évident que la "motion tendant à ce que la Commission ne se prononce pas sur une proposition" figurant au paragraphe 2 de l'article 65 vise une situation où "la même question fait l'objet de deux ou plusieurs propositions ..." (paragraphe 1 de l'article 65). La question n'est pas technique. La motion tendant à ce que la Commission ne se prononce pas sur le projet proposée par la Chine constitue, en fait, une invocation déguisée de l'article 54 du règlement intérieur, qui dispose que "toute motion tendant à ce qu'il soit statué sur la compétence de la Commission à adopter une proposition dont elle est saisie est mise aux voix avant le vote sur la proposition en cause".

82. La délégation du Royaume-Uni estime que la Commission est compétente pour examiner la situation des droits de l'homme dans tout pays quel qu'il soit, sans préjuger sa décision finale sur cette situation, et invite les délégations à reconnaître que la Commission est compétente à cet égard et à affirmer leur indépendance en votant contre la motion tendant à ce que la Commission ne se prononce pas sur le projet.

83. M. LEHMANN (Danemark) dit que le projet de résolution L.91 ne peut être considéré comme conflictuel car il invite le Gouvernement chinois à engager un dialogue avec le Haut Commissaire aux droits de l'homme et prie le Haut Commissaire de faire rapport à la Commission sur les progrès accomplis dans ce dialogue. La motion tendant à ce que la Commission ne se prononce pas sur le projet constitue, en fait, une contestation de la compétence et de la crédibilité de la Commission, et soulève ainsi un principe important quelle que soit la position de toute délégation sur les questions de fond traitées dans le projet de résolution. La motion introduit un élément de sélectivité qui va à l'encontre de la lettre et de l'esprit de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne, dont le paragraphe 32 réaffirme "qu'il importe d'assurer que l'examen des questions relatives aux droits de l'homme se fasse dans un esprit d'universalité, d'objectivité et de non-sélectivité". Un vote contre la motion tendant à ce que la Commission ne se prononce pas sur le projet préserverait donc la compétence et la crédibilité de la Commission et ses procédures démocratiques.

84. M. ZAHRAN (Egypte) précise qu'il avait déjà dit que sa délégation estimait qu'il était important de ne pas appliquer la pratique de deux poids, deux mesures au sujet des questions de droits de l'homme dans différentes parties du monde et s'est donc abstenu lors du vote d'un certain nombre de projets de résolution. Sa délégation considère que le dialogue et la coopération constituent le meilleur moyen de promouvoir les droits de l'homme et regrette de ne pas avoir été consultée durant l'élaboration du projet de résolution L.91, contrairement à de nombreux autres projets de résolution qu'elle a pu soutenir parce que les positions différentes des membres et des observateurs de la Commission avaient été prises en considération. Elle constate une certaine politisation des débats de la Commission. Il est important que la Commission garantisse le dialogue et la transparence dans l'élaboration des projets de résolution et ne procède à un vote que lorsqu'un consensus se révèle impossible. Aucune délégation ne devrait être privée de son droit d'invoquer le paragraphe 2 de l'article 65 du règlement intérieur. Pour toutes ces raisons, la délégation égyptienne votera en faveur de la motion tendant à ce que la Commission ne se prononce pas sur le projet.

85. M. CHOWDHURY (Bangladesh) dit qu'il note avec préoccupation que les tensions et les rancœurs s'accroissent entre les délégations. La Commission a accompli des progrès importants dont elle peut être fière mais les conflits, qui sont normaux dans de telles situations, doivent être maintenus dans des limites acceptables. La Commission devrait montrer que la société est devenue mûre; il ne connaît aucun autre organe où des Etats et des entités autres que des Etats, des gouvernements et des ONG dialoguent si librement, mais la Commission pourrait être beaucoup plus efficace qu'actuellement. Le projet de résolution L.91 n'est peut-être pas le meilleur moyen d'atteindre les buts de la

Commission. Seuls le dialogue et la consultation pourraient modifier la situation. La délégation du Bangladesh préférerait donc qu'aucune décision ne soit prise au sujet du projet de résolution.

86. M. AKRAM (Pakistan) dit qu'il a lu le projet de résolution L.91 avec regret et consternation et espère que la Commission le rejettera comme elle l'a fait les six années précédentes. Selon l'article 55 de la Charte, la principale responsabilité de la Commission est de promouvoir la stabilité et des relations amicales entre les Etats. Il ressort clairement du débat que le projet de résolution est plutôt de nature à favoriser les affrontements et les conflits entre des grandes puissances. Le Pakistan a de bonnes relations avec les auteurs du projet de résolution et avec la Chine et ne souhaite pas assister à des affrontements entre ces pays. Le paragraphe 2 de l'article 65 du règlement intérieur a été expressément conçu pour veiller à ce qu'aucune décision ne soit prise qui soit contraire aux objectifs de la Commission; il est donc particulièrement adapté à la situation.

87. Certains orateurs ont dit que la Chine cherchait à dicter sa volonté à la Commission. En réalité, c'est exactement le contraire; la Chine n'a demandé à personne de soumettre le projet de résolution. Ceux qui cherchent à dicter leur volonté à la Commission sont ceux qui persistent à soumettre ce projet de résolution une année après l'autre. Il existe d'autres situations, beaucoup plus graves, de violations persistantes des droits de l'homme que les auteurs du projet de résolution, et la Commission dans son ensemble, ont décidé de passer sous silence année après année. La délégation pakistanaise a soumis ces situations à l'attention de la plupart des auteurs et on lui a demandé de ne pas soulever ces questions au sein de la Commission parce que les pays concernés refuseraient de coopérer avec les organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme. Il est incontestable que la Chine a été choisie sélectivement et politiquement parce qu'elle est devenue une nouvelle grande puissance en Asie et dans le tiers monde. Toute personne qui s'est rendue dans le pays a pu constater que la situation des droits de l'homme s'améliore et assister à la transformation des conditions de vie du peuple chinois.

88. Le représentant des Pays-Bas a exprimé l'espoir que la Chine a proposé la motion tendant à ce que la Commission ne se prononce pas sur le projet pour la dernière fois. M. Akram dit qu'il espère que les auteurs du projet de résolution qui est voué à l'échec l'ont soumis aussi à la Commission pour la dernière fois.

89. A la demande du représentant de la Chine, il est procédé au vote par appel nominal sur la motion tendant à ce que la Commission ne se prononce pas sur le projet proposée par sa délégation.

90. Le Bangladesh, ayant été tiré au sort par le Président, est invité à voter le premier.

Ont voté pour : Algérie, Angola, Bangladesh, Bélarus, Bénin, Bhoutan, Cap-Vert, Chine, Colombie, Cuba, Egypte, Ethiopie, Gabon, Guinée, Inde, Indonésie, Madagascar, Malaisie, Mali, Mozambique, Népal, Ouganda, Pakistan, Sri Lanka, Ukraine, Zaïre, Zimbabwe.

Ont voté contre : Afrique du Sud, Allemagne, Autriche, Bulgarie, Canada, Chili, Danemark, El Salvador, Etats-Unis d'Amérique, France, Irlande, Italie, Japon, Nicaragua, Pays-Bas, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Se sont abstenus : Argentine, Brésil, Equateur, Fédération de Russie, Mexique, Philippines, République de Corée, République dominicaine, Uruguay.

91. La motion tendant à ce que la Commission ne se prononce pas sur le projet proposée par la Chine est adoptée par 27 voix contre 17, avec 9 abstentions.

La séance est levée à 21 heures 20.